

« La Cimade et les réfugiés : identités, répertoires d'action, politiques de l'asile, 1939-1994 »,

colloque tenu le 7 octobre 2010 à la Cité nationale d'histoire de l'immigration
et le 8 octobre 2010 à l'université Paris-Ouest Nanterre

Axelle Brodiez-Dolino

Face à la quasi-absence de travaux scientifiques sur la Cimade, toutes disciplines confondues, et *a fortiori* de synthèse académique, ce colloque visait à poser les jalons d'un vaste champ d'étude ouvert par le récent dépôt des archives de l'association à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) de Nanterre – environ deux cents mètres linéaires, à 85% classés aujourd'hui. Le pari était audacieux : solliciter des chercheurs – très majoritairement historiens – spécialistes qui de la Seconde Guerre mondiale, qui des réfugiés, de l'immigration ou des organisations humanitaires, pour approcher les activités de la Cimade sous un angle spécifique. Ce pari a été, de notre avis, pleinement réussi. Le colloque était décomposé en trois temps, correspondant à une périodisation indicative de l'histoire de la Cimade.

La première session était consacrée à la période « de la guerre à l'Europe bipolaire », pour envisager les « missions et identités fondatrices » (1939-1956). La Seconde Guerre mondiale a été traitée par Geneviève Dreyfus-Armand (« La Cimade dans les camps d'internement ») et Anne Boitel (action plus spécifique au camp de Rivesaltes en 1941-1942). Créée en 1939, au moment où Karl Barth invite à résister au nazisme, la Cimade est d'abord une aide des protestants français à leurs coreligionnaires alsaciens évacués dans le sud-ouest ; mais le constat, dès 1940, de l'ampleur des besoins dans les camps d'internement conduit à recentrer l'action et à y ouvrir des foyers, parfois sans autorisation. Entre volonté chrétienne d'être aux côtés de ceux qui souffrent et patriotique de défendre l'honneur de la France, la Cimade mène alors de multiples actions (matérielles, culturelles, religieuses...) pour l'amélioration du sort des internés, et verse parallèlement à partir de 1942 dans la clandestinité résistante, pour sauver des Juifs promis à la déportation. Prolongeant ces deux communications, Marianne Amar a analysé l'évolution des « mémoires de la Seconde Guerre mondiale » à la Cimade en montrant d'abord, jusqu'aux années 1950, la quasi-impossibilité de faire mémoire (par humilité protestante, difficulté à qualifier cette expérience entre « simple » témoignage chrétien et véritable résistance, ou encore à exprimer le traumatisme de l'expérience des camps dans un contexte de surcroît peu favorable) ; dans les années 1960 ensuite, la laborieuse élaboration de l'ouvrage *Les clandestins de Dieu* révèle des mémoires toujours à vif, mais fixe le souvenir ; depuis 1989 enfin, la célébration du cinquantième anniversaire, dans un contexte plus apaisé et de reconnaissance en France de la résistance civile et de l'aide aux Juifs, traduit pourtant surtout la volonté d'action, plus que de commémoration, de l'organisation. Les deux dernières communications étaient consacrées à la question des réfugiés post-conflit. Analysant la période 1945-1951, centrale dans l'histoire des réfugiés européens par l'ampleur des populations concernées et des

migrations engendrées, mais aussi des recompositions du champ de leur prise en charge, Dzovinar Kevonian a recontextualisé l'action de la Cimade (secours matériels et distribution d'allocations, hébergement, aide au placement professionnel...), largement menée grâce aux dons des Eglises protestantes américaines et européennes, et correspondant *in fine* à un « cycle » de mobilisation, dilaté en 1945 puis contracté à partir de 1949 par repli des financeurs sur d'autres causes. Prenant la suite chronologique, Paul Gradwohl s'est centré sur la « construction d'une géographie de l'altérité » en analysant les rapports de la Cimade à l'Europe centrale de 1952 à 1958, au prisme plus spécifique de l'accueil des réfugiés hongrois et yougoslaves ; écornant au passage l'idée de réfugiés politiques et montrant l'importance des migrations économiques, il a appréhendé l'œcuménisme comme « choix de l'altérité » et spécificité de la Cimade, non sans tensions entre respect de l'originalité culturelle et souhait d'intégration de ces migrants, et non sans difficultés d'acceptation de cette altérité par la société française elle-même. Enfin, discutant cette session, André Encrevé a pointé des tensions intrinsèques à la Cimade des débuts : enjeux de la pérennisation *versus* naissance conjoncturelle, place ambiguë de l'identité protestante, frontière floue entre témoignage chrétien et résistance, et entre acceptation du compromis et risque de versement dans la compromission ; enfin, question centrale de l'altérité lorsqu'il s'agit d'aider un « prochain » lointain, ou inversement un « autre » proche.

La seconde session, consacrée à la période 1956-1980, portait sur les « réfugiés des dictatures et décolonisations au temps des engagements militants ». Très homogène dans ses thématiques, elle a traité successivement de l'accueil des exilés grecs pendant la Junte des Colonels de 1967 à 1974 (Vasiliki Kilekli), des réfugiés portugais fuyant la dictature coloniale de 1957 à 1974 (Victor Pereira), des victimes des dictatures d'Amérique latine des années 1960 aux années 1990 (Marie-Christine Volovitch-Tavarès) et des exilés de l'Indochine révolutionnaire à la fin des années 1970 (Hugues Tertrais). Dans le cas des Grecs, des Portugais et des Chiliens, il s'agit surtout de classes moyennes ou supérieures, militants politiques de gauche, étudiants ou intellectuels, correspondant à un profil-type du réfugié politique de l'époque. La Cimade les accueille, apporte les premiers secours matériels, aide à la recherche d'emploi et de logement, à la maîtrise de la langue, ou propose des bourses. Dans une dualité quasi identitaire remontant à la Seconde Guerre mondiale, elle s'insère parfois dans les programmes d'aide gouvernementale (ainsi pour les réfugiés chiliens), ou au contraire agit dans l'illégalité en participant à l'évasion de militants (étudiants portugais réfractaires d'Afrique noire). Enfin, l'aide peut s'ancrer dans une solidarité de longue date, ainsi au Vietnam avec une participation de la Cimade aux campagnes humanitaires dès les années 1960. La discussion transversale des papiers par Natacha Lillo a repris les trois facettes de l'engagement de la Cimade : pression auprès des administrations et des pouvoirs publics, aide matérielle à l'accueil, interventions en faveur du respect des droits de l'Homme.

La dernière partie, la plus contemporaine, abordait les « répertoires d'action et cadres du militantisme ». Tramor Quemeneur a retracé l'accueil d'objecteurs de conscience à la Cimade de 1959 (alors qu'un équipier choisit l'objection et l'emprisonnement, dans un contexte de guerre d'Algérie et d'illégalité de l'objection de conscience, mais aussi de mobilisation des protestants pour faire avancer la loi) à la fin des années 1970, période de légalisation et de progressive organisation des objecteurs dans les associations. Matthieu Hély a tenté de revenir sur la grève

de 1977, qui a durablement marqué les esprits, en suggérant des pistes d'analyses au prisme des tensions entre identité associative et évolution entrepreneuriale. Marie-Claude Blanc-Chaléard a elle analysé, des années 1970 aux années 1990, « les mots et les causes de la Cimade », entre « réfugiés, migrants et étrangers ». Montrant comment, au contraire de la figure du réfugié légitimé par les textes internationaux, celle de l'immigré a rapidement constitué un enjeu interne controversé, conduisant à plusieurs reprises l'organisation à la crise et à la recomposition de ses organigrammes, elle a en particulier souligné combien la question des immigrés était liée aux évolutions de la politisation, tirant dans les années 1970 la Cimade vers l'extrême gauche, puis la conduisant dans les années 1980 à d'abord s'aligner sur les positions socialistes de fermeture des frontières, avant d'entrer plus franchement, depuis la fin des années 1980, dans la contestation. Enfin, j'ai personnellement relu l'histoire de la Cimade, de ses débuts à aujourd'hui, au prisme de son double rapport au religieux et au politique : d'abord inclassable politiquement mais profondément ancrée dans la mouvance protestante (1939-1963), tiraillée entre volonté d'évangélisation et œcuménisme, la Cimade, comme nombre d'autres organisations chrétiennes, se gauchise fortement dans les années 1960 et 1970 (adoption des théologies de la Libération, rapprochement avec le marxisme de la « Deuxième gauche », pénétration du monde ouvrier), réduisant du même coup son rapport au religieux, devenu controversé ; ce qui la conduit à la crise. Ce n'est que progressivement, depuis les années 1980, que l'organisation en revient à ses fondamentaux, en alliant retour apaisé au protestantisme et identité politique assumée – cette fois non plus tant par dénonciation des systèmes de domination Nord/Sud que des politiques migratoires des gouvernements successifs – pour se faire pleinement, entre protestantisme et volonté contestataire, « protestataire ». Discutant cette session, Maud Simonet a insisté sur les évolutions du rapport de l'association à l'État et au travail. Enfin, concluant le colloque, Philippe Ryfman a repris trois angles saillants en les élargissant au monde humanitaire contemporain : le rapport à l'identité confessionnelle, à la professionnalité et à l'État, et à l'international.

D'une extrême variété et richesse, d'une très grande qualité pour la quasi-totalité des communications, ce colloque vaudrait de toute évidence publication, pour devenir accessible non seulement aux militants de la Cimade, mais aussi aux chercheurs, afin de susciter de nouveaux travaux en histoire et en sociologie politique des réfugiés, de l'humanitaire, des migrations ou encore des organisations, tant les pistes et les sources sont nombreuses et fécondes. Mais tout militant associatif proche des ces champs, voire plus largement tout citoyen éclairé, gagnerait à se replonger dans cette histoire qui est finalement la nôtre, et dont l'actualité brûlante ne fait que se recomposer depuis plusieurs décennies : pour savoir où l'on va et comment, il est bien utile de savoir d'où l'on vient.